



Remplacements 1er degré : Non à la précarité ! Encore des solutions au rabais ! Ce n'est pas ce que nous voulons pour l'École !

Le rectorat de Lyon vient d'annoncer le recrutement de près de 300 contractuel·le·s pour des CDD de 3 mois dans le 1er degré afin de solutionner ponctuellement les problématiques liées au non-remplacement des collègues.

Si cette solution va ponctuellement soulager de nombreu·x·ses écoles du département, la CGT Educ'action est révoltée par ce double discours de la hiérarchie visant à cacher la poursuite de la précarisation des agents publics et la destruction du service public d'éducation qu'elle mène depuis de nombreuses années déjà, notamment à travers la contractualisation progressive des nouveaux·elles entrant·e·s dans le métier.

Fin août, lors du Groupe de travail du CTSD sur la carte scolaire, le DASEN nous précisait qu'il ne pouvait pas recruter les enseignants sur liste complémentaire et qu'il n'avait plus aucun budget pour signer des contractuel·le·s afin d'élargir un peu le vivier de remplaçants dans le Rhône. Aujourd'hui, finissant par répondre aux demandes régulières des différentes organisations syndicales, dont la cgt, il recrute 300 personnes, dont certain·e·s sur liste complémentaire, pour une durée de 3 mois seulement, alors que l'on sait ces problématiques récurrentes.

Leur objectif est de plus en plus visible jour après jour :

- Précariser la fonction publique (près de la moitié des professeurs des écoles contractuel·le·s gagnent moins de 1580 euros, contre moins de 10% pour les titulaires, le salaire d'entrée dans le métier est parfois 300 euros moins important que pour les titulaires) afin de la rendre encore plus malléable (ces 300 nouveaux·elles collègues oseront-ils se mettre en grève ? oseront-ils s'opposer à des décisions illégales de leur hiérarchie ? Seront-ils repris à la fin de leur contrat ?...)

- Organiser la fuite des élèves vers le privé, et plus particulièrement le « Hors-contrat », que JMB brosse dans le sens du poil depuis de nombreuses années (Fondation pour l'école, Espérances banlieues...).

Des chiffres qui illustrent cette politique : cette année, alors que le nombre global d'élèves entrant dans le 1er degré a fortement diminué du fait de la croissance démographique (1.5% d'élèves en moins dans le public) le nombre d'élèves choisissant le privé sans contrat a, quant à lui, inversement augmenté (2.5% d'élèves en plus dans le privé HC).

Pour enseigner dans les meilleures dispositions, il ne faut pas des professeur·e·s sans formation, précaires et « jetables ». L'enseignement est un temps long, il paraît dès lors extrêmement nocif, pour les personnels et les élèves, de recruter des professeur·e·s pour 3 mois seulement.

Malheureusement, les dernières remontées du terrain ne sont pas rassurantes : de nombreux contractuel·le·s ne restent même pas une semaine en poste avant de rompre leur engagement, certainement du fait des excellentes conditions de travail et de formation que l'Education Nationale a mises à leur disposition...

La CGT Educ'action tient à rappeler les revendications qu'elle porte depuis de nombreuses années à ce sujet :

- **Le recrutement de fonctionnaires et non de contractuel·le·s (liste complémentaire...)**
- **La titularisation des contractuel·le·s**
- **L'ouverture de postes supplémentaires pour les concours à venir.**